





# Un Défi qui n'a pas été relevé :

Si la commission prouve que je suis coupable, même pour une part minime, des crimes dont m'accuse Staline, je m'engage à me livrer volontairement aux bourreaux du Guépéou. J'espère que cela est clair. Je fais cette déclaration devant tout le monde. Est-ce que les accusateurs du Kremlin m'entendent ? Je leur jette un défi à la face et j'attends leur réponse !"

TROTSKY, 9 Février 1937.

## LA MACHINATION DU PROCÈS DE MOSCOU DÉMASQUÉE !

Quand le premier procès de Moscou fut déclenché, Trotsky demanda qu'une enquête sur les faits imputés soit effectuée par l'Internationale syndicale d'Amsterdam. Refus. Il tenta d'engager un procès devant un tribunal bourgeois. Dérobade de la justice. Cependant, internationalement, des gens voulaient savoir. Une commission internationale se constituait, composée de personnalités littéraires, artistiques, politiques, nullement liées à Trotsky et aux bolcheviks-léninistes. Contre le travail de cette Commission qui siège à New-York, se rendit à Mexico, reçut de nombreux témoignages, des agents staliniens tentèrent des manœuvres qui échouèrent. En conclusion de ces travaux, la Commission s'est prononcée : LES ACCUSATIONS PRÉSENTÉES AUX PROCÈS SONT MENSONGÈRES.

EN ESPAGNE

## L'accusation d'espionnage contre le P. O. U. M. camoufle la complicité des staliniens avec les agents de Franco

DANS l'« Humanité » viennent de reprendre avec intensité des accusations calomnieuses contre le P.O.U.M. : espionnage, terrorisme. Ce sont ceux qui ont provoqué les journées de mai à Barcelone, ce sont ceux qui ont, en Espagne, comme en U.R.S.S., et dans plusieurs pays, de nombreux assassinats de militants révolutionnaires les plus immondes. Les assassins de Nin, de Kurt Landau, les gangsters qui ont enlevé Max Rein, Erwin Wolff, ce sont ces forçats dont le rôle dans l'assassinat de Durutti n'a pas été éclairci par les militants anarchistes « pour vaincre Franco d'abord », ce sont ces canailles qui découvrent des documents sensationnels fabriqués par eux. Martyr, retour d'U.R.S.S., déverse mensonge sur mensonge, osant notamment écrire qu'il n'y avait pas de prévoyance dans les brigades internationales, alors que les rares rescapés ont fait connaître le nom de « boucher d'Albacete » qui stigmatisa désormais l'extrême de la Mer Noire.

Mais ces calomnies ne sont lancées par les staliniens, par leurs larbins à la Comorera, ce politicien passé par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, dont on apprend qu'il vient d'échapper à un attentat (nouvelle machination ou ressemblance ?) pour masquer, pour camoufler leurs liaisons avec les agents de Franco.

Les Cortès se sont récemment réunies ; elles n'avaient pas d'autre but que de légaliser les crimes commis et de permettre le renforcement du stalinisme dans l'appareil gouvernemental. Deux personnages de marque y ont participé. L'un, Miguel Maura, fils de l'assassin de Ferrer, lui-même ministre de l'Intérieur du gouvernement provisoire en 1931 réprima sauvagement les mouvements ouvriers de Séville et de Barcelone. L'autre, Portela Valladares, fut gouverneur civil de Barcelone, puis président du Conseil ; à chaque fois, il usa tant et plus de la répression, notamment en octobre 1934 aux Asturies. Mais ce n'est pas tout. Ami de Franco, il lui laissa les mains libres pour préparer son coup de force du 18 juillet 1934. Quand celui-ci échoua à Madrid, Valladares se sentit peu en sécurité dans cette ville et il s'enfuit. Grâce à des complicités, il put s'embarquer sur le croiseur français « Duquesne » et débarquer en France le 29 juillet 1937. Ses biens en Catalogne étaient confisqués.



Mais, Valladares faisait mieux encore. Il eut, à ce moment, des rapports étroits et de confiance avec Franco. C'est ainsi que, de Nice, il adressa la lettre suivante, dont la presse nationaliste espagnole a reproduit le fac-similé :

HOTEL BRICE  
44, rue du Maréchal-Joffre  
Nice, le 8 octobre 1936.  
A Son Excellence  
Don Francisco Franco,  
Illustre général et distingué ami !  
A votre Grâce qui vient d'être investie des charges suprêmes de chef du nouvel Etat et de Généralissime des Armées d'Espagne, je veux envoyer les chaleureuses félicitations et l'as-

surer de mes vœux fervents pour la grande œuvre qu'il a entreprise, et qui doit donner à notre pays un avenir d'ordre, de justice, de paix, de prospérité et de force qui lui restitue la grande place à laquelle il a droit dans le monde.

C'est sur vous que repose la mission providentielle de réaliser une seconde « reconquête » de l'Espagne, de la sauver de la barbarie, du crime, de la destruction érigés en système de gouvernement. Jamais les idées politiques ou l'origine du pouvoir ne peuvent être invoquées contre la Patrie : ces facteurs doivent s'y soumettre et n'être qu'un moyen pour la mieux servir. A cette heure terrible, je ne pense qu'à l'Espagne et qu'à vous, qui, par vos exceptionnelles conditions d'intelligence, de sérénité, de caractère et d'une valeur professionnelle qui ne trouve de précédents qu'aux plus belles pages de notre histoire, devez la relever.

Mon âge, qui en cette occasion, me peine, ne me permet pas de solliciter l'honneur d'être soldat sous vos ordres ; je n'ai pas de ressources, parce que l'on m'a dépouillé de tout ; j'ai sauvé, par miracle, une vie qui ne vaut rien, mais qui aspire au bien de la patrie, que j'ai servie aussi bien que j'ai pu, et que j'ai pu, en maintenant intacte l'autorité, et en luttant sans souci du risque contre le désordre et l'anarchie. Les plus passionnés devront le reconnaître... C'est dans ces sentiments que je suivrai avec émotion, comme je l'ai suivie jusqu'ici, votre grande tentative. Et toujours à votre dévouement complet. Votre admirateur et ami.

M. PORTELA VALLADARES.

Les véritables complices de Franco, ce sont les staliniens qui pacifient avec les Valladares, leur font rendre tous leurs biens (décret de la Généralité de Catalogne n° 284, du 11 octobre 1937), et tuent les combattants de la révolution prolétarienne.

## Des souscriptions ! Des abonnements !

Bulletin d'Abonnement à la « Commune »  
Nom et prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
souscrit un { 3 mois ..... 5 fr.  
Abonnement de { 6 mois ..... 10 fr.  
1 an ..... 20 fr.

et adresse le montant au compte postal Brauch 1773-07, Paris 66, faubourg Saint-Martin  
Le Gérant : M. GUILLARD.  
Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.  
IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE » 36, rue du Château-d'Eau, Paris (10°)

SUR L'ASSASSINAT DE REISS

## Les mensonges de "l'Humanité" réfutés par le comité exécutif de l'Internationale Communiste

CETTE semaine, ont paru dans l'« Humanité », sous la signature de Magnien, serviteur appointé et zélé de l'ambassade soviétique, plusieurs articles où tout ce qui concerne les affaires Miller-Skolbine est mélangé de façon incohérente, pour aboutir à affirmer que le « trotskyste » Reiss a été assassiné par des gens au service de la Gestapo dans le camp de l'émigration russe blanche. Ainsi donc, pour la première fois, l'« Humanité » reconnaît que Reiss était trotskyste ; mais, qui plus est, après avoir affirmé sur des pages entières, au moment des procès de Moscou et depuis, que les trotskystes n'étaient que des agents de la Gestapo que la révolution devait exécuter impitoyablement, l'« Humanité » accuse la Gestapo d'avoir tué un trotskyste. Les invraisemblances et les contradictions ne troublent plus les rédacteurs de l'« Humanité ». Plus le mensonge est grossier, plus il faut gueuler fort, doit être leur devise.

Dans la bouillie présentée par Magnien, il est question de l'organisation terroriste du général blanc Turkuil, et d'agents de ce Turkuil qui auraient commis les crimes sur lesquels la police révolutionnaire de l'Etat prolétarien, les procédés policiers, pour de telles missions, d'utiliser des gens qui n'avaient que de lointains rapports avec la révolution. Dans la dégenérescence de la révolution d'Octobre, les indispensables contre l'ennemi de classe, furent importés par la fraction stalinienne dans les rangs ouvriers. En même temps qu'il menait de vastes campagnes contre la répression, le stalinisme rangeait pour l'avenir dans les pattes des policiers capitalistes les militants oppositionnels. Il tenta aussi de faire faire ses mauvais coups contre l'opposition par ses agents dans les organisations blanches, fascistes, tout en se préparant des alliés. Nous allons voir comment se film s'est développé.

Que le Guépéou ait des agents dans les organisations blanches, cela n'a rien d'extraordinaire. Le contraire le serait. Quand le Guépéou était la police révolutionnaire de l'Etat prolétarien, il était déjà obligé, pour de telles missions, d'utiliser des gens qui n'avaient que de lointains rapports avec la révolution. Dans la dégenérescence de la révolution d'Octobre, les indispensables contre l'ennemi de classe, furent importés par la fraction stalinienne dans les rangs ouvriers. En même temps qu'il menait de vastes campagnes contre la répression, le stalinisme rangeait pour l'avenir dans les pattes des policiers capitalistes les militants oppositionnels. Il tenta aussi de faire faire ses mauvais coups contre l'opposition par ses agents dans les organisations blanches, fascistes, tout en se préparant des alliés. Nous allons voir comment se film s'est développé.

En 1927, à la veille du XV<sup>e</sup> Congrès du parti bolchevik où fut consommée l'exclusion des bolcheviks-léninistes, Staline tenta de faire introduire, dans les rangs de l'opposition, un ex-officier de l'armée blanche, Wrangel, que le Guépéou tenait en mains. L'opposition parvint à déjouer la manœuvre. Staline, qui restait alors avec son garde-blanc dans les mains, battit en retraite : il n'avait pas dit que l'opposition était liée aux gardes blancs, qu'elle préparait une conspiration militaire, il n'avait pas pensé cela, mais l'opposition, « contre sa volonté et contre son désir », était exploitée par les éléments anti-bolcheviks. Il suffit de relire le compte rendu du XV<sup>e</sup> Congrès (« Correspondance Internationale », novembre 1927) pour retrouver cette retraite de Staline.

Les années passant, le pouvoir bureaucratique se développa dans un sens de plus en plus contre-révolutionnaire, il songeait à exterminer les oppositionnels et à frapper Trotsky à ce moment-là en exil en Turquie. Mais, en même temps, il se couvrait. Dans l'organe officiel du P.C. allemand, « Die Rote Fahne », parut en octobre 1931 une dépêche annonçant la préparation d'attentats par le général Turkuil contre Litvinov, Gorki, Staline, et Trotsky. A ce moment-là, les oppositionnels de divers pays, notamment en Allemagne, par l'intermédiaire du camarade Seipold, ex-député au Landtag prussien, et en France, intervenirent auprès des autorités vétérielles. Le sens de l'intervention ne trouve dans la déclaration suivante de Seipold :

- 1) Je visais au nom d'un groupe de camarades dévoués de l'opposition de Gauche internationale.
- 2) Il est clair pour nous que la « Rote Fahne » a reçu ses informations sur la préparation d'attentats contre Trotsky par les sources du gouvernement soviétique. De la sorte, le gouvernement soviétique prouve FORMELLEMENT qu'il a connaissance du danger qui menace le camarade Trotsky sur ce point.
- 3) Dans l'information il est dit que le plan de Turkuil se base sur les mauvais services de la sorte, le Gouvernement soviétique prouve FORMELLEMENT qu'il sait fort bien que les mensonges du gouvernement russe pour la sécurité de Trotsky sont purement fictives.
- 4) Abouter à quelque chose sur ce point au pris du gouvernement russe qui sait que le gouvernement russe s'entendrait bien, s'être absolument excité. C'est aussi pour nous démontré par l'expérience pratique de ces trois dernières années, comme des quelques semaines depuis la connaissance du plan Turkuil.
- 5) Une véritable sauvegarde, de véritables mesures, peuvent être prises efficacement de la part de ceux qui y ont un intérêt REEL, c'est pourquoi nous demandons à le gouver-

ment russe est enclin à prendre avec nous des mesures appropriées ; et nous déclarons que nous sommes prêts à faire tout ce qui se révélera nécessaire. Naturellement cela doit se faire en pleine discrétion.

Puisqu'il est clair qu'une telle décision doit venir de Moscou, nous allons attendre dix jours sans prendre publiquement des mesures dans ce domaine.

Les mois passèrent, sans réponse. Mais Staline était embarrasé, ainsi qu'on va le voir. Le C.C. du parti bolchevik envoya un lettre au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste ; celui-ci en transmit copie aux Comités Centraux des partis communistes. Voici une lettre du secrétariat du P.C. datée du 2 mars 1932 :

PARTI COMMUNISTE Paris, le 2 mars 1932. AUX MEMBRES DU C.C. AUX SECRÉTAIRES REGIONAUX Le Secrétariat politique du C.C. de l'I.C. a reçu une lettre du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. au sujet des insinuations de Trotsky et des trotskistes. Nous avons reçu, pour l'information de notre Parti, communication de cette lettre.

Il n'est pas impossible que Trotsky et les trotskistes à l'étranger publient leurs lettres et déclarations calomnieuses adressées au C.C. et à la C.C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. Les trotskistes peuvent faire une tentative pour transporter leurs insinuations calomnieuses dans les réunions du Parti et dans les réunions ouvrières.

La lettre adressée par le C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. au secrétariat du C.C. de l'I.C. nous permettrait d'expliquer aux membres du Parti et aux ouvriers le rôle intime et contre-révolutionnaire de Trotsky et des trotskistes. Les lettres du C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. sont portées à la connaissance des comités régionaux et des comités de rayons du Parti et des fractions des fractions des organisations ouvrières de masse, mais il ne faut pas la publier sans notre décision.

LE SECRETARIAT DU COMITÉ CENTRAL.

Et voici la lettre du Comité Central du parti bolchevik :

SECRETARIAT DU C.C. DE L'I.C. En octobre 1931, la « Rote Fahne » a publié des informations au sujet des projets des gardes blancs en Europe Occidentale, organisant des attentats contre la vie de personnalités soviétiques (Litvinov, Gorki, Staline), ainsi que de Trotsky, expulsé de l'Union Soviétique et résidant en Turquie. Ces informations ont été publiées dans la « Rote Fahne » sur l'initiative du Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S., qui estimait que leur publication en Europe Occidentale, où sont installés les émigrés blancs, est le meilleur moyen de déjouer les projets terroristes des assassins.

Tout autre que Trotsky, se trouvant dans sa position, aurait eu devoir être reconnaissant au Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S. favorisant du danger. Trotsky en a jugé autrement. Il a déclaré que, puisque le Comité Central le prévient du danger, c'est qu'il attache une grande valeur à sa personne et, par conséquent, il doit s'entendre avec les trotskistes pour organiser sa protection ; pour cette raison, le Comité Central pourrait accepter, pour la sécurité de Trotsky, de le laisser revenir en U.R.S.S. et de lui permettre de recommencer là-bas son activité contre-révolutionnaire.

Mais, au lieu de le dire nettement, Trotsky s'est mis à exercer un chantage contre le Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S. Il a exigé, au premier degré, les plus ignobles de nos ennemis de classe. Dans ses insinuations calomnieuses, il est allé jusqu'à accuser le Comité Central et les trotskistes de s'être entendus avec les agents de la Gestapo pour organiser sa protection en menaçant de livrer cette lettre à la publicité.

Encore avant, il y a à peu près six mois, Trotsky a envoyé au Comité Central une lettre où il accusait le P.C. de l'U.R.S.S. et le C.C. de l'I.C. d'avoir décliné le parti ouvrier en Espagne et où il proposait d'unir la section espagnole de l'I.C. et les trotskistes en un seul parti. Il y faisait allusion à ce qu'il était disposé à rassembler du P.C. de l'U.R.S.S. et menaçait dans le cas contraire de « démasquer » le P.C. de l'U.R.S.S. et le C.C. de l'I.C. comme les fauteurs de la scission.

Il y a trois semaines, Trotsky a envoyé au Comité Central une nouvelle lettre, où, parlant des informations de la « Rote Fahne », au sujet des projets terroristes des émigrés blancs, il lance contre le camarade Staline et le Comité Central la calomnie intime d'avoir fait bloc avec les émigrés blancs, dans le but de le faire assassiner. Il a fait de nouveau un chantage envers le Comité Central en le menaçant de livrer cette lettre à la publicité, tout en insinuant qu'il pourrait renoncer à cette menace si le Comité Central consentait à s'entendre avec lui.

Il y a encore deux jours, le Comité Central a reçu une lettre du camp trotskiste : c'est la lettre du représentant des trotskistes en France, un certain Frank qui, dans un « projet de déclaration » des trotskistes à l'Union Soviétique (voir ci-joint) répète toutes les sales calomnies contre le Comité Central et le camarade Staline, déjà mentionnées plus haut. Il fait ce chantage en menaçant de publier la déclara-



Reproduit de la « Lutte Ouvrière » belge.

ration si le Comité Central ne fait pas de concessions à Trotsky.

La pensée essentielle de ces lettres de Trotsky est de se paritiser avec les gens tombés jusqu'à un dernier degré de la bassesse ; le Comité Central ne fait pas des concessions à Trotsky, les trotskistes cherchent contre eux les sales calomnies, mais s'ils en font, les trotskistes pourront se taire.

Dans tous les cas précédents, le Comité Central estimait qu'il était au-dessus de la dignité du Parti Communiste de l'U.R.S.S. de répondre aux sales calomnies et aux grossiers chantage des aventuriers contre-révolutionnaires. C'est pourquoi le Comité Central a laissé sans réponse les lettres de Trotsky.

Le Comité Central estime que, même dans le cas présent, il serait humiliant pour le P.C. de l'U.R.S.S. de répondre à la provocation et aux chantage évidents des rivaux trotskistes qui, par leur campagne de calomnie, ne font qu'écarter la consigne de nos ennemis de classe. C'est pourquoi, cette fois encore, le Comité Central ne répond pas à la lettre et à la déclaration du trotskiste Frank.

Que MM. les trotskistes publient leurs sales et calomnieuses lettres et déclarations, le Comité Central ne doute pas que, de cette façon, ils commencent leur suicide moral et politique aux yeux des ouvriers révolutionnaires.

Que Trotsky soit protégé par les membres de la clique trotskiste, par ses propres partisans, le Comité Central des Communistes n'a pas à organiser la protection des contre-révolutionnaires.

Quant au retour de Trotsky en U.R.S.S., le Comité Central estime que ce serait un crime envers le mouvement ouvrier mondial, un crime envers l'Internationale Communiste et le Parti Communiste de l'U.R.S.S. et de lui permettre ainsi de recommencer son activité contre-révolutionnaire, dans le pays de la dictature du prolétariat.

N. Trotsky, chassé par la classe ouvrière du pays de la dictature du prolétariat, n'a plus d'autres ressources que la calomnie contre-révolutionnaire et la invention des gardes blancs contre l'Internationale Communiste, contre le Comité Central du P.C. de l'U.R.S.S., contre les leaders du Parti et de l'I.C.

Il ne peut y avoir de doute que, par leur campagne calomnieuse et par leurs insinuations contre-révolutionnaires, contre le C.C. du P.C. de l'U.R.S.S. et contre le camarade Staline, Trotsky se fraye une voie vers Kautski, Otto Bauer et

# Le stalinisme est la syphilis du mouvement ouvrier

